

Ambassade de France à Bangkok
Service économique de Bangkok

Affaire suivie par Julien HOHL
Visa : Jean SOL MACHER

Thaïlande

Situation économique et financière

Actualisée le 03/10/2025

Avec un PIB de 526 Md USD en 2024¹, la Thaïlande est la 3^e économie de l'ASEAN, derrière l'Indonésie et désormais rattrapée par Singapour, et la 30^e économie mondiale (28^e en 2023). Le pays présente une économie diversifiée (services 61,6 %, industrie 29,7 %, agriculture 8,7 %). Il se situe dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, avec un revenu par habitant de 7500 USD. La croissance potentielle ralentit depuis la fin de la pandémie, sans que cela remette en cause la robustesse financière du pays à ce stade. En revanche, pour accéder au rang d'économie développée d'ici 2037 comme elle l'ambitionne, la Thaïlande devra conjuguer des facteurs conjoncturels favorables et des réformes structurelles, compte-tenu de l'intensification des freins, notamment le vieillissement rapide de la population, et des risques géopolitiques qui pèsent sur un secteur exportateur clef pour l'économie du pays.

En 2024, la faiblesse de la croissance thaïlandaise par rapport à ses voisins se confirme. Pour 2025 et 2026, le relèvement des droits de douane américains affecte négativement les prévisions de croissance.

Après +2,0 % en 2023, la croissance a rebondi à +2,5 % en 2024², un niveau toujours significativement plus faible que ses pairs régionaux (5,0 % en moyenne en 2024 pour l'ASEAN-6, tous les pays hors Thaïlande affichant une croissance supérieure à 4 %, et jusqu'à 7,1 % pour le Vietnam)³.

Du point de vue de la demande, le rebond a été porté principalement par la reprise de la dépense publique et des exportations de biens. La consommation publique (+2,5 % après -4,7 %) et l'investissement public (+4,8 % après -4,2 %) ont nettement rebondi après une année 2023 marquée par le vote retardé du budget. Les exportations de biens (+4,4 % en volume après -2,6 %) ont été soutenues par la demande mondiale en électronique. La consommation privée (+4,4 % après +6,9 %) et les exportations de services (+25,5 % après +38,2 %), se sont maintenues à des niveaux élevés, tout en ralentissant. L'investissement privé s'est contracté (-1,6 % après +3,1 %), avec un resserrement du crédit aux ménages et aux PME, fortement endettés.

Du point de vue de la production, la contraction de la production agricole (-1,0 %, après +2,0 %) a été compensée par le redressement de l'industrie (+0,9 % après -1,9 %) et le maintien des services (+3,9 % après +4,2 %). Le secteur agricole a souffert de conditions climatiques défavorables au premier semestre, alors que l'industrie a logiquement bénéficié de la reprise des exportations. Les services ont bénéficié de la poursuite du retour du tourisme international vers ses niveaux précovid (35,5 M de visiteurs après 28 M).

Pour 2025, le consensus des prévisions se situe à +1,8 %-2,3 % (annexe 1), contre +2,8 %-2,9 % avant les annonces de droits de douane américains. Au 1^{er} semestre 2025⁴, la croissance thaïlandaise s'est établie à +3,0 % en g.a., soutenue par le dynamisme des exportations de biens (+15,0 % en g.a. au S1), en anticipation du relèvement des droits douane américains, qui a également tiré l'investissement privé (+4,1 % au T2 après -0,9 % au T1) via l'achat de machines et équipements. Le contrecoup au 2^e semestre, avec une contraction des exportations et un ralentissement de l'investissement, entraînerait sur l'ensemble de l'année un rebond limité de l'investissement total (+2,1 % après 0,0 % en 2024) et des exportations de biens (+5,0 % en volume après +4,4 %). La consommation privée poursuivrait son ralentissement (+2,1 % après +4,4 %), contrainte par l'endettement des ménages (88,2 % du PIB à fin mars 2025) et la baisse du nombre de touristes (33,0 M après 35,5 M), qui pèserait également sur les exportations de services. **Pour 2026, le consensus des prévisions s'établit à +1,6 %-1,7 %**, dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et d'effet année pleine des droits de douane américains.

Le chômage demeure très bas et relativement stable, autour de 1 %. L'inflation, après 0,4 % en moyenne annuelle sur 2024, resterait faible en 2025, entre 0,0 et 1,0 %⁵, en lien avec les anticipations de prix du pétrole et la croissance des importations de produits chinois à bas coût.

Le secteur bancaire et les finances publiques devraient résister à la crise boursière

La Thaïlande est notée BBB+/Baa1, avec perspective stable pour S&P, mais perspective négative par Moody's et Fitch depuis avril et septembre. Le déficit public aurait atteint -2,2 % du PIB sur l'année budgétaire 2023-2024⁶ (-2,0 % sur l'exercice précédent), plus faible que l'objectif du gouvernement (-4,4 %), du fait de la sous-exécution des budgets d'investissement, du report de mesures de distribution monétaire et de recettes supérieures aux prévisions. **La dette publique s'établissait à 64,4 % du PIB à la fin du T1 2025 (contre 63,4 % fin T1 2024).** Pour l'année budgétaire 2024-2025, le gouvernement prévoit une dette publique à 65,7 % du PIB en fin d'exercice, qui devrait continuer à croître jusqu'en 2029 (69,3 % PIB). Le FMI estime dans une étude de février 2025 que le ratio de dette publique thaïlandais peut atteindre le plafond légal de 70 % sans nuire à la croissance⁷. La dette publique est libellée à 98 % en monnaie locale, largement immune aux risques de change.

Le secteur bancaire est liquide (LCR de 206 % au T1 2025) et bien capitalisé (fonds propres / actifs à 20,7 % au T1 2025). Le taux élevé de prêts non performants (NPL) aux PME, 7,35 % fin 2024, ne poserait pas de risque systémique⁸, de même que l'endettement élevé des ménages (89,0 % du PIB). Le taux global de NPL⁹ était de 3,7 % au T4 2024, en baisse sur l'année avec le ralentissement des nouveaux crédits aux ménages et la contraction du crédit aux PME, sous l'effet des lignes directrices de contrôle de l'accès au crédit édictées par la banque centrale début 2024.

La chute de la bourse thaïlandaise, dont l'indice phare SET a perdu 28 % entre son plus haut le 17 octobre et le 9 avril, puis repris 8 % entre le 2 avril et le 28 mai, ne poserait pas de risque de crise de confiance dans un secteur bancaire solide, mais pourrait néanmoins renforcer la contrainte sur le crédit et pèse, par effet richesse négatif, sur la consommation et l'investissement des ménages aisés.

Les comptes extérieurs sont redevenus excédentaires. La balance courante a poursuivi son redressement en 2024, à +2,1 % du PIB après +1,5 % en 2023, portée par la poursuite de la reprise du tourisme international et le rebond des exportations de biens. Les investissements directs étrangers ont atteint 10,2 Md USD en 2024 (après 6,8 Md USD en 2023). Le besoin de financement extérieur demeure faible, avec une dette externe contenue (35 % du PIB fin 2024) et des réserves de change élevées (245 Md USD au T1 2025, en hausse de 9,8 % sur un an et représentant plus de 9 mois d'importations).

Le taux directeur de la banque centrale a été abaissé de 0,75 point entre octobre 2024 et avril 2025, à 1,75 %, face à une conjoncture molle, la contraction du crédit aux PME et une inflation qui décelère nonobstant, inférieure à la cible (1-3 %).

La politique économique du gouvernement privilégie le soutien de court terme aux ménages et aux PME et compte d'abord sur des facteurs extérieurs pour relever les défis structurels

Les faiblesses structurelles auxquelles la Thaïlande fait face depuis une dizaine d'années font l'objet d'un consensus large¹⁰ : vieillissement de la population, système éducatif inadapté aux besoins économiques, concurrence et innovation insuffisantes, économie très carbonée, difficulté à lever des recettes supplémentaires pour financer les politiques sociales et l'investissement public, et corruption. Sans réformes structurelles pour relever ces défis, la croissance potentielle passerait de 3,2 % sur 2011-2021 à 2,7 % sur 2022-2030¹¹ selon la Banque mondiale, accentuant la perte de terrain du pays par rapport à ses voisins.

Le gouvernement nouvellement au pouvoir, qui s'est engagé à dissoudre le parlement fin janvier 2026, devrait continuer pendant sa courte vie, comme les gouvernements précédents, à privilégier les mesures de soutien de court terme à la consommation et pour favoriser l'accès au crédit des ménages et PME très endettés, non sans risque d'aléa moral. **Des décisions structurantes pour le développement de projets d'infrastructures ferroviaires, portuaires et aéroportuaires ne sont cependant pas à exclure, et le gouvernement s'est aussi engagé à faire avancer le Climate Act,** loi cadre importante pour le renforcement des objectifs et des moyens de lutte contre le réchauffement climatique.

En matière d'amélioration structurelle, le gouvernement devrait poursuivre la politique traditionnelle d'incitations fiscales pour les investisseurs étrangers dans des secteurs prioritaires (dont véhicules électriques, électronique, data centers, industrie « bio, circulaire et verte »). Pour la décarbonation de l'économie, l'amélioration du cadre de concurrence et de gouvernance, la **négociation de l'accord de libre-échange de nouvelle génération avec l'UE et le processus d'accession à l'OCDE** engagé en octobre 2024 doivent se poursuivre.

ANNEXE 1 : Consensus sur la prévision de croissance 2025

Institution	Prévision de croissance 2025	Prévision de croissance 2026	Date de la prévision
Banque asiatique de développement	+2,0 %	+1,6 %	Septembre 2025
FMI	+1,8 %	+1,7 %	Avril 2025, sur données T3 2024
Banque mondiale	+1,8 %	+1,7 %	Juillet 2025, sur données T1 2025
National Economic and Social Development Council	+1,8 % - +2,3 % (estimation centrale +2,1 %)		Août 2025, sur données T2 2025
Banque de Thaïlande	+ 2,3 %	+1,7 %	Juin 2025, sur données T2 2025

NOTES DE FIN

¹ National Economic and Social Development Council (NESDC), août 2025, [Economic-Report-Q2-25-รวมเล่ม-R7.pdf](#)

² ibid

³ Note du SER de Singapour, « Singapour gagne une place dans le classement des économies de l'ASEAN (2ème) grâce à une croissance exceptionnelle en 2024 », février 2025, à partir de données CEIC de janvier 2025

⁴ National Economic and Social Development Council (NESDC), août 2025, [Economic-Report-Q2-25-รวมเล่ม-R7.pdf](#)

⁵ National Economic and Social Development Council (NESDC), mai 2025

⁶ Rapport Article IV FMI, février 2025

⁷ FMI, Thailand, Country report No 25/46, février 2025

⁸ FMI, Rapport Article IV, février 2025, [FMI Article IV 2024](#)

⁹ Il s'agit du taux de l'ensemble du système financier (banque commerciale + institutions financières spécialisées + établissements non-bancaire). Pour les seules banques commerciales, le ratio de NPL s'établissait à 2,8 % fin 2024.

¹⁰ OCDE, Thailand economic survey, décembre 2023, [OECD Economic Surveys: Thailand 2023 | OECD](#) ; Banque mondiale, Thailand economic monitor, février 2025, [World Bank Document](#) ; FMI, Rapport Article IV, février 2025, [FMI Article IV 2024](#)

¹¹ Banque mondiale, Thailand economic monitor, février 2025, [World Bank Document](#)